



YouTube



Dimanche

25 février 2024

16 pages

No. 611

Gratuit

« Nos lois régulant l'exportation de macaques ne sont que cosmétiques », déplore Joanna Bérenger



Inaugurations en série

Le Premier ministre en mode

« coupe ruban »



Économie

Bataille entre défis et mesures électoralistes

Financial Crimes Commission

Le vetting des employés en cours

Dengue

Ajay Jhurry :

« Des répercussions sur le tourisme si la situation s'aggrave »

Roche-Bois : La passerelle piétonnière s'effondre après un accident

La passerelle piétonnière se trouvant sur l'autoroute à hauteur de Roche-Bois s'est effondrée, après avoir été percuté par un camion hier. Heureusement qu'aucun blessé n'est à déplorer. L'accident a néanmoins nécessité une grosse mobilisation des autorités pour déblayer la route. La circulation sur cette partie de l'autoroute a d'ailleurs été fermée à la circulation jusqu'à nouvel ordre, selon la police.



Légumes



Krit-Beeharry :
« L'importation doit se faire dans la transparence totale »

Premier League



Qui de Chelsea ou de Liverpool remportera la finale?

Téléchargez

votre copie gratuite tous les dimanches

<https://www.sundaytimesmauritius.com/news/>



Au marché central hier

Ce que coûtent certains légumes



« Nos lois régulant l'exportation de macaques ne sont que cosmétiques », déplore Joanna Bérenger

La capture sauvage des singes et leur exploitation sont en recrudescence dans le pays. Les débats font rage autour de l'octroi d'un permis de l'«*Environmental Impact Assesment*» (EIA) pour un projet d'élevage massif de 12 000 singes sur un terrain à bail au «*Rose-Belle Sugar Estate*» (RBSE) alors que la compagnie «*Hammer Head International Ltd*», qui avait loué 234 hectares de terres, a vu son contrat non-renouvelé par le conseil d'administration de RBSE.

La députée du MMM, Joanna Bérenger, affirme qu'à travers divers rapports et témoignages, la population a pris connaissance de dysfonctionnements concernant certains élevages, notamment en ce qui concerne la capture des macaques à longue queue, une espèce répertoriée comme étant en danger d'extinction dans le monde. «*Je regrette que nos lois qui régulent le secteur de l'exportation de macaques à longue queue ne sont que cosmétiques, et du point de vue humain, je ne peux rester insensible à la souffrance inutile qui en découle*», explique-t-elle.

Elle affirme que son rôle en tant que députée de l'opposition est de mettre les autorités devant leurs responsabilités et de veiller à ce qu'elles mettent en œuvre les moyens nécessaires pour que les lois de notre pays soient respectées. «*Dans le cas de 'Hammerhead Ltd', j'ai mis en lumière plusieurs*

irrégularités dans la procédure d'obtention de permis. En réponse à une question parlementaire le 14 novembre 2023, « Vikram Hurdoyal avait garanti qu'aucun bail ne serait accordé à cette compagnie souhaitant établir un élevage de 12 000 macaques à Le Val sur le terrain de RBSE en vue de les exporter par la suite ». Le directeur de cette compagnie est également accusé de détention illégale de macaques et de cruauté envers les animaux. Suite à cela, nous avons appris qu'une demande d'obtention de permis a été déposée en début d'année », souligne-t-elle. Promptement, la députée mauve a remis en question la légitimité de cette démarche à la lumière de la réponse donnée le 14 novembre au Parlement.

Par la suite, RBSE a confirmé, par le biais d'un communiqué, qu'aucun bail n'avait été accordé à Hammerhead Ltd. La question qui se pose est donc de savoir comment et pourquoi le ministère de l'Environnement a accepté de considérer une application pour un projet qui n'avait pourtant pas de terrain. «*Le ministère de l'Environnement a publié un communiqué il y a quelques jours pour informer que RBSE confirme que la compagnie n'a pas de bail, et qu'ils arrêteront de considérer*



l'application en question. Après la mort, la tizann couma nou dir ! Et maintenant, le ministère attend une confirmation de la confirmation déjà donnée par RBSE. Heureusement que le ridicule ne tue pas. Je continuerai de suivre ce dossier et à faire mon travail malgré les insultes et menaces du directeur de cette compagnie », dit-elle.

« La technologie avance rapidement et nous devons rester ouverts aux alternatives permettant de reproduire les tissus humains qui se présentent à nous. Nous devons faire le maximum pour éviter la souffrance animale ou humaine. Comme je l'ai déjà mentionné, le gouvernement doit mettre en œuvre les moyens nécessaires pour un contrôle efficace de ce secteur et pour un véritable respect des lois et des conventions internationales que nous avons signées. Il ne suffit pas de dire qu'il y a un contrôle. Il est impératif d'expliquer concrètement comment ce contrôle est effectué dans les élevages (plus de 50 000 macaques en captivité), ainsi que les captures dans la nature. Mais à ce jour, le Ministre n'est même pas en mesure de dire à la population combien d'agents de son Ministère sont affectés à cette tâche », conclut Joanna Bérenger.

Financial Crimes Commission

Le vetting des employés en cours

La sélection des futurs employés de la «*Financial Crimes Commission*» (FCC) est en cours depuis deux semaines. Plusieurs salariés de l'«*Independent Commission Against Corruption*» (ICAC) feront partie de cette nouvelle entité, ainsi que des employés de la «*Financial Intelligence Unit*» (FIU) et de l'«*Independent Reporting Services Agency*» (IRSA). Dans un premier temps, ce sont les locaux de l'ICAC qui seront utilisés pour abriter la FCC, en attendant une décision qui sera prise pour les nouveaux locaux qui seront choisis. La région de Côte d'Or a même été évoquée initialement.

Depuis quelque temps déjà, certains employés de l'ICAC ont reçu la visite des policiers en civil à leur domicile. Ces policiers se sont présentés comme des officiers du «*National Security Services*» (NSS) et leur ont posé une série de questions, incluant sur leurs proches. Mais ces derniers n'ont pas été en mesure de donner des détails sur le motif de leurs investigations. A la lumière de cette enquête discrète, une décision sera prise concernant les futurs employés de la FCC. Dès sa mise en place, plusieurs enquêtes considérées comme sensibles seront transférées de l'ICAC. D'où la décision de prendre des officiers de cette institution au sein de la nouvelle entité, afin que les enquêtes ne soient pas recommencées à zéro.

D'ici fin mars, la nouvelle loi sur la FCC sera promulguée. Et la loi sur la «*Prevention of Corruption Act*» (POCA), la FIU et l'IRSA sera automatiquement abrogée. Mais une question taraude les employés de ces trois instances, à savoir quels sont les critères établis pour la sélection des ceux qui feront partie de la FCC ? Elle demeure sans réponse jusqu'à présent. La crainte des employés réside dans la possibilité que la sélection du personnel se fasse sur une base politique.

Il y a deux semaines, nous avons évoqué la difficulté du gouvernement à trouver l'oiseau rare pour diriger la FCC. Si au début le nom de Navin Beekarry était cité avec insistance, car il a le profil requis pour ce poste, tel n'est plus le cas. Le nom d'un ancien juge de la Cour suprême, que nous avons également évoqué à un certain moment, est aussi cité dans les milieux concernés. La raison, c'est que le gouvernement ne veut pas donner l'impression que l'organisme est politisé.

Air Mauritius

Annulation d'un vol suite à une panne : Les passagers remontés face à une situation qui se répète

La compagnie aérienne nationale «*Air Mauritius*» est une fois de plus sous les feux des projecteurs. Le vol MK749 en provenance de Mumbai a été annulé pour des raisons techniques. Les passagers à bord de ce vol sont restés coincés dans l'avion pendant plus de cinq heures à l'aéroport de Mumbai, samedi, avant que la compagnie aérienne ne décide de l'annuler.

Selon les passagers, la situation s'est avérée traumatisante pour eux. Ce n'est pas la première fois que cela se produit avec la compagnie Air Mauritius, disent-ils. Ce même problème avait déjà été évoqué dans le passé avec les avions ATR, mais aucun changement n'a été constaté jusqu'à présent, selon l'un des passagers.

De plus, selon l'article d'un journal étranger rapportant les faits, environ 200 passagers étaient à bord de ce vol, y compris une personne âgée de 78 ans qui a rencontré des difficultés respiratoires au moment de la panne, car le système de climatisation ne fonctionnait pas.

La gestion de la compagnie est donc une nouvelle fois mise en doute !

Dengue

Ajay Jhurry : « Des répercussions sur le tourisme si la situation s'aggrave »

La propagation de la dengue prend de l'ampleur à Maurice. Le nombre de cas actifs a considérablement augmenté, passant de 1109 la semaine dernière à 1306 cette semaine. Le tourisme, pilier majeur du développement, peut-il être impacté, comme cela avait été le cas avec la Covid-19 ? Ajay Jhurry, président de l'«*Association of Tourism Operators*» (ATO), explique qu'il est évident qu'il y a une crainte parmi les tours opérateurs face à la propagation de la fièvre de dengue. Si les cas continuent d'augmenter, cela pourrait devenir inquiétant pour les touristes, dit-il. «*La crainte est présente car si la situation s'aggrave, on risque de se retrouver dans une situation sans précédent. Cela pourrait avoir un effet sur notre afflux touristique et entraîner une baisse drastique au niveau du nombre de visiteurs*», affirme-t-il.

En prenant l'exemple de la covid-19, il

prévoit qu'il faudra que l'État mette en place des mesures concrètes pour tenter de contenir la maladie afin qu'elle ne se propage pas davantage parmi la population et les touristes foulant le sol mauricien. Il estime que les ministères concernés doivent prendre des mesures préventives et s'assurer que les protocoles sont respectés comme il se doit. Ajay Jhurry avance qu'à chaque fois qu'il y a propagation de maladies, cela met en péril le secteur du tourisme. «*Étant donné qu'il s'agit de l'un des secteurs les plus affectés par la situation, et qu'il constitue l'un des piliers de l'économie, il est impératif de trouver des solutions concrètes pour se rétablir avant qu'il ne soit trop tard*», dit-il.

Il affirme, dans la foulée, qu'une rencontre est prévue avec les autorités en fin de semaine pour discuter des mesures à prendre et trouver des solutions pour contenir la maladie.

EDITO



Par Zahirah RADHA
Rédactrice-en-chef

Enjeux

Partielle au no. 10 ou pas, les échéances électorales approchent à grand pas. Selon les dispositions de la loi, une partielle à Montagne-Blanche/ Grande-Rivière-Sud-Est, si elle a lieu, doit se tenir au plus tard le 10 octobre 2024. L'Assemblée nationale, elle, sera automatiquement dissoute le 21 novembre 2024. Ce qui laisse présager que le Premier ministre optera plutôt pour des élections générales anticipées. Auquel cas, il dispose de deux options. Primo, il peut dissoudre le Parlement le 11 juillet 2024, s'il veut éviter de déclencher le mécanisme électoral pour une partielle. Secundo, il peut rééditer sa stratégie de 2019 suivant la démission de Vishnu Lutchmeenaraidoo comme ministre et député au no. 7. On se souviendra ainsi qu'il avait dissous le Parlement le 6 octobre pour appeler la population aux urnes le 7 novembre. Et ce, à cinq semaines de la partielle qui était déjà fixée pour le 13 novembre, et moins de deux mois après le 'Nomination Day' qui avait déjà eu lieu le 17 août. Une stratégie qui consistait à prendre ses adversaires politiques au dépourvu, tout en abusant des ressources de l'État.

Cette fois-ci, l'enjeu électoral est encore plus grand que celui de 2019 pour le gouvernement. Il ne s'agit pas uniquement de reprendre le pouvoir pour poursuivre sa politique de 'maja karo', mais aussi de répondre de ses actes. Car l'heure de rendre des comptes sonnera bientôt. Pas dans l'hémicycle où le Speaker Soorojdev Phokeer se permet de s'ériger en *goalkeeper*, avec la complicité du *Leader of the House*. Mais d'abord sur le terrain et ensuite dans les urnes. Outre le fait qu'il soit déjà secoué par de nombreux scandales, le gouvernement est aussi confronté à l'usure du pouvoir. En dépit du salaire minimum et des diverses allocations financières accordées par le gouvernement, la hausse continue du coût de la vie n'arrange pas les choses. La politique d'opacité, la corruption galopante, le sentiment d'insécurité et la faillite du système éducatif accentuent le sentiment de dégoût au sein de la population, poussant même les jeunes à aller voir ailleurs. Autant de facteurs qui indiquent que la prochaine joute électorale sera rude pour le MSM et ses alliés composés du trio Collendavelloo-Obeegadoo-Ganoo. Et ce, même si Pravind Jugnauth écarte tous ses pions actuels au profit de sang neuf.

L'enjeu ne sera pas moins important pour l'alliance PTr-MMM-PMSD. Le Dr Navin Ramgoolam le reconnaît lui-même dans son message qu'il a publié sur Facebook à l'occasion du 88^{ème} anniversaire du PTr. « *Aujourd'hui, j'ai la responsabilité de mener avec nos alliés, le MMM et le PMSD, un nouveau combat de libération face à un régime qui a confisqué nos libertés, bafoué nos droits, dilapidé notre héritage et instauré une mafia qui gangrène nos institutions [...] Après les élections de 1967, les prochaines élections de 2024 résonnent à nouveau comme celles de la libération et il sera vital de faire le bon choix. Ce choix garantira aux générations actuelles et futures de pouvoir vivre dans une île Maurice juste, prospère et durable* », dit-il. Un combat qui sera loin d'être facile, même si la vague de mécontentement s'accroît dans le pays. D'abord, l'alliance PTr-MMM-PMSD devra faire face à un abus outrancier des appareils de l'État, couplé du « *war chest* » que le Sun Trust et ses bailleurs de fonds n'hésiteront pas à mettre à contribution. Et ensuite parce que l'électorat réclame du renouveau, que ce soit en termes d'engagements, d'approche, de vision, de programme, et de visages. L'alliance PTr-MMM-PMSD s'est déjà mise au travail, certes. Mais encore faut-il qu'elle prouve ses bonnes intentions, maintenant que les dés sont jetés.

Inaugurations en série

Le Premier ministre en mode « coupe ruban »

La machinerie électorale est en marche « *in full mode* » du côté du gouvernement. Les projets s'accroissent et iront crescendo jusqu'à la dissolution du Parlement. Histoire de démontrer que le gouvernement n'a pas chômé durant son mandat et de pouvoir se vanter d'un bilan que ce soit sur le plan infrastructurel, en dépit de l'échec du projet Metro Express, ou sur le plan d'autres projets. Des cérémonies de « *coupe ruban* » sont d'ailleurs déjà prévues. Rien que cette semaine, trois cérémonies d'envergure étaient prévues, mais finalement deux seulement pourront être concrétisées, le cyclone Eleanor ayant bouleversé le plan du gouvernement.

Ainsi, on aura droit au lancement de la nouvelle carte d'identité biométrique par le Premier ministre, Pravind Jugnauth. Initialement prévue pour jeudi dernier, cet événement a dû être renvoyé en raison du cyclone Eleanor. Le moins que l'on puisse dire, c'est que la date de l'entrée en vigueur de la MNIC a été, pour une fois, scrupuleusement respectée. Est-ce un hasard ? Non ! Puisqu'un 'Steering Committee' et un 'Technical Committee', ainsi que cinq sous-comités avaient été mis sur pied pour s'assurer que le projet soit prêt à temps, selon les propres dires de Pravind Jugnauth qui répondait à une question parlementaire du député Deven Nagalingum le 11 juillet 2023.

Pourquoi le gouvernement s'est-il donné autant de peine pour ce projet précis alors que d'autres ont mis du temps, tout en coûtant des yeux de la tête pour être complétés ? La raison semble évidente. Il fallait que cette nouvelle ID Card soit prête avant les élections. Pourquoi ? La raison est simple, selon des observateurs et politiciens de l'opposition. L'utilisation de la version digitale de cette nouvelle carte, qui devrait comprendre un QR Code pour l'usage et les transactions électroniques, pourrait donner lieu à des irrégularités, des manipulations ou même des fraudes électorales, en utilisant les données biométriques de ceux qui ne sont pas au pays, par exemple.

Une fois la MNIC officiellement lancée, le chef du gouvernement mettra le cap sur Agaléga où la piste d'atterrissage et la nouvelle jetée seront inaugurées. Le Premier ministre indien, Narendra Modi, y participera par visioconférence. Une

importante délégation officielle doit s'y rendre. Le leader de l'Opposition, Xavier Duval, a également été invité, mais ce dernier n'est pas actuellement au pays. Des députés de la circonscription no. 3, dont Adil Ameer Meea, Shakeel Mohamed et Eshan Juman ont aussi reçu une invitation et devraient en principe s'y rendre, d'autant qu'ils ont vainement fait plusieurs demandes pour y aller dans le passé. Cinq membres de la presse feront aussi partie de la délégation.

Le gouvernement semble avoir mis le paquet pour cet événement, d'autant que ce projet bénéficiant du soutien du gouvernement indien a provoqué pas mal d'interrogations. Est-ce une stratégie pour le gouvernement de faire taire les détracteurs avant les élections générales ? On devra y voir plus clair bientôt.

Prévue pour jeudi dernier, soit le même jour que le lancement de la nouvelle carte d'identité, l'inauguration en fanfare du viaduc reliant Chebel à Sorèze, répondant au nom de SAJ, ainsi que la route A1-M1 a dû également être reportée en raison du cyclone Eleanor. A ce jour, aucune indication n'a transpiré sur la nouvelle date prévue pour la cérémonie de « *coupe ruban* ». Il faudra probablement que Pravind Jugnauth rentre au pays après sa mission à Agaléga pour que le nécessaire soit fait. D'une longueur de 33 mètres et au coût de Rs 4, 31 milliards, le SAJ Bridge est considéré comme l'un des projets les plus prestigieux de ce gouvernement. Mais encore une fois, il n'est pas au-dessus de critiques.

En effet, dans une lettre adressée au ministre Bobby Hurreeram le 21 février, Rama Valayden, dirigeant de Linion Moris, l'a exhorté à procéder à un deuxième test de sécurité du viaduc avant que celui-ci ne soit ouvert pour assurer sa solidité. « *You are fully aware that the south African engineers did draw the attention of all those involved of the inherent dangers. At one moment in time, there were even a lot of hushed talks that the plans as per the engineer reports were not respected. LINION MORIS fears that any rush to allow travelling over the above-mentioned bridge might lead to untold consequences. To allay our fears please do several tests, if need be, to reassure the public before any accident happens. Lives are more important than any cheap political point* », a soutenu Rama Valayden.



UP

Pendant l'alerte de classe 3 durant le passage du cyclone Eleanor jeudi, un enfant de deux ans a été retrouvé errant seul près des rails du métro à La Butte par nos confrères de Radio Plus qui ont joué un rôle crucial. Ils ont secouru l'enfant et ont mobilisé l'aide des habitants de la capitale, qui ont généreusement fourni des vêtements secs et des couches. Bien que l'incident ait soulevé des questions sur l'identité de l'enfant et sur sa présence dans la rue en de telles circonstances, la prompte intervention de nos confrères et de bons samaritains a permis de garantir sa sécurité.



A ÉTÉ DIT



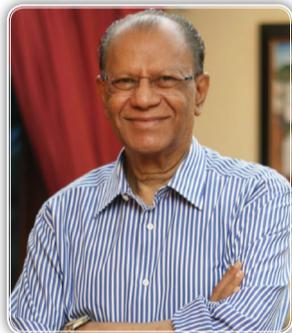
« Si Pravind Jugnauth va de l'avant avec l'élection partielle, ce sera un manque de respect vis-à-vis d'un peuple en souffrance. Ce sera un gaspillage de ressources. »

Sheila Bunwaree
Au Cœur de l'Info – Radio Plus
20 février 2024

C'EST ÉCRIT

« Aujourd'hui, j'ai la responsabilité de mener avec nos alliés, le MMM et le PMSD, un nouveau combat de libération face à un régime qui a confisqué nos libertés, bafoué nos droits, dilapidé notre héritage et instauré une mafia qui gangrène nos institutions.

Mais l'heure de la délivrance est proche [...] Après les élections de 1967, les prochaines élections de 2024 résonnent à nouveau comme celles de la libération et il sera vital de faire le bon choix. Ce choix garantira aux générations actuelles et futures de pouvoir vivre dans une Île Maurice juste, prospère et durable. »



Navin Ramgoolam, leader du PTr
À l'occasion du 88ème anniversaire du PTr

DOWN



Les critiques se sont intensifiées à l'échelle mondiale après la mort en détention d'Alexei Navalny, un opposant de Vladimir Poutine. Les dirigeants des démocraties à travers le monde ont vivement condamné les autorités russes, soulignant que la mort d'un individu sous surveillance ou en détention est entièrement de la responsabilité des autorités. Un cas similaire de négligence et d'absence de responsabilité persiste depuis 25 ans à Maurice avec la mort de Kaya, sans que justice ne soit rendue. Son décès en détention reste flou, laissant ses proches sans réponse. L'ironie amère réside dans le fait que si Kaya n'avait pas été arrêté pour avoir fumé un joint, il serait probablement encore en vie et continuerait à enrichir le patrimoine culturel du pays avec sa musique.

QUI S'EN SOUCIE ?



C'est une situation qui exaspère un habitant de la rue Bénarès, à Port-Louis. Malgré plusieurs plaintes à la municipalité de Port-Louis et au CAB, un terrain vague en face de chez lui a été laissé à l'abandon, devenant un dépotoir pour toutes sortes de déchets et même de cadavres d'animaux. Avec le risque croissant pour la santé publique en raison de l'épidémie de dengue, il redoute une détérioration de la situation. L'homme affirme avoir écrit une lettre au maire de Port-

Louis le 28 novembre dernier. Suite à cela, une rencontre a été organisée avec le maire où cette même question a été abordée. Ce dernier lui aurait assuré que des mesures seraient prises rapidement et que la situation serait rectifiée dans les jours à venir, en vain. 11 jours se sont déjà écoulés et toujours aucune réaction des autorités ! Ayant pris connaissance de la situation, le député Eshan Juman a promis de faire le nécessaire au plus vite.

Dans les coulisses...

Politique discriminatoire

Une politique de discrimination est vivement dénoncée à la MPA. Six personnes auraient été promues au 'supervisory level' sur une liste de 26 employés. Le hic, c'est qu'aucun d'entre eux ne serait issu de la communauté musulmane, alors qu'il y avait des candidats plus méritants que ceux promus. C'est du moins ce que l'on affirme dans les milieux concernés, où on insiste sur l'importance d'assurer un équilibre ethnique dans les exercices de promotion et de recrutement dans la fonction publique et dans les corps paraétatiques.

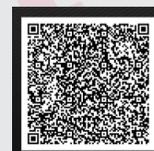


Nous sommes votre porte-parole
24h sur 24.

Faites nous parvenir vos infos, photos, vidéos ou doléances. Elles seront traitées en toute confidentialité et seront publiées dans le journal ou sur notre site web.

Whatsapp Info

5 255 3635



SUNDAY TIMES

Économie

Bataille entre défis et mesures électoralistes

Qu'il y ait une élection partielle ou pas au no. 10, l'Assemblée nationale, elle, sera automatiquement dissolue en novembre de cette année. Mais la probabilité que les élections générales se tiennent avant cette date est grande, surtout si le Premier ministre décide, après tout, de ne pas aller de l'avant avec une partielle, comme en 2019. D'ici là, des défis économiques guettent le gouvernement. L'économiste Takesh Luckho explique que depuis 2015, le gouvernement privilégie la reprise de la croissance tirée par la consommation. À cet effet, il a pris un certain nombre de mesures économiques visant à accroître le pouvoir d'achat de la population en lui donnant les moyens financiers de consommer davantage. Ces mesures vont de l'introduction du salaire minimum à l'avènement de l'impôt négatif, en passant par l'augmentation de la pension de retraite ainsi que la gratuité de l'éducation pré-primaire et une allocation de Rs 1000 à Rs 2000 par personne au titre de la CSG. Ces mesures économiques, dit-il, ont un impact sur les Mauriciens.

Disparités salariales et pension

« L'augmentation du salaire minimum est certainement une mesure électoraliste. Il est à noter que les autres salaires, en dehors du salaire minimum, dans le secteur privé ou public, n'ont pas connu de changement. Pour le moment, le gouvernement doit trouver un équilibre entre les disparités salariales », explique-t-il. À titre d'exemple, une personne entrant dans le secteur public, qui a donc une certaine qualification, perçoit le même salaire que celui qui touche le revenu minimum de Rs 18 500 par mois. De plus, il n'y a aucune différence de salaire entre les employés avec ou sans expérience. D'où l'importance d'y remédier. Ce qui est compliqué, car le gouvernement devra trouver des fonds qui n'ont pas été provisionnés et qui n'ont pas été votés dans le dernier budget.

« Nous traversons une période où il sera nécessaire de transformer l'économie par le biais de réformes. Dans un tel contexte, le leadership politique devient très important car il s'agira de prendre des décisions importantes, dont certaines seront impopulaires », ajoute-t-il. « Un autre enjeu concerne la pension de vieillesse à Rs 13 500. C'est une mesure qui avait été annoncée dès 2019, mais qui n'a pas encore été pleinement mise en œuvre. Sa mise en place a pris du temps car le gouvernement n'avait pas suffisamment de fonds, en raison de problèmes auxquels le pays a dû faire face, tels que la pandémie de Covid-19. À l'heure actuelle, les personnes âgées de plus de 75 ans reçoivent une pension de vieillesse de Rs 13 500. Quant à ceux de moins de 75 ans, le gouvernement devra trouver une autre source de revenus pour aligner leur pension », dit-il.

« Il convient également de noter que la dette publique a augmenté, passant de Rs 500 milliards à Rs 516 milliards en l'espace de six mois », ajoute Takesh Luckho. Qu'est-ce qui a conduit à cette augmentation de la dette publique ? Selon l'économiste, les allocations sociales allouées par le gouvernement ont entraîné une augmentation des dépenses. Ce qui fait qu'il faut trouver des sources de revenus supplémentaires pour pouvoir les financer. « Et une fois de plus, nous nous retrouverons dans une situation où la dette publique augmentera certainement », poursuit-il.

« Le pays attend désespérément un rebond, face à l'endettement du secteur privé et à la morosité économique ambiante. Bien que le pourcentage d'inflation ait diminué, la valeur du panier d'achat augmente constamment. L'inflation est calculée en fonction de l'augmentation des prix sur une année, selon l'indice du 'Consumer Price Index' (CPI). Malgré l'augmentation des revenus, la valeur réelle de l'argent diminue.



Takesh Luckho

Bien que la somme perçue semble être importante, sa valeur lors des achats dans les supermarchés n'est pas la même », explique Takesh Luckho.

Emploi : Un secteur d'absorption pour les diplômés

Selon les données publiées par Statistics Mauritius, le taux de chômage à Maurice connaît une baisse. Cependant, cette diminution ne traduit pas entièrement la réalité, car environ 38 000 personnes demeurent au chômage, avec une augmentation notable du chômage chez les femmes. Comparativement à l'année précédente, le taux de chômage est passé de 24 à 17 %. Malgré cela, peu de changements significatifs ont été observés, car certains mécanismes ont été mis en place pour masquer cette évolution.

Takesh Luckho déplore l'absence d'un secteur capable d'intégrer les jeunes, qu'ils soient en fin de scolarité (School leavers) ou diplômés, car ces derniers peinent à trouver un emploi correspondant à leurs aspirations. C'est pourquoi, selon lui, beaucoup de jeunes se tournent vers d'autres pays à travers l'immigration ou vers des emplois dans l'industrie des croisières. L'économiste note également une pénurie de professionnels qualifiés dans divers secteurs de l'île, ce qui représente une perte pour l'économie. « Il est impératif que le gouvernement examine attentivement cette situation afin de remédier au problème persistant du chômage, qui reste une préoccupation majeure dans le pays. Bien que la demande de personnes qualifiées avec un diplôme et de l'expérience soit élevée, il est souvent difficile de trouver ces candidats, ce qui contribue au problème du chômage. La situation est préoccupante, car le pays semble incapable d'absorber les jeunes sur le marché du travail, et l'écart entre la production et les salaires continue de se creuser », explique-t-il.

La relance de l'industrie locale grâce à la technologie

Selon l'économiste, la relance économique réside dans le secteur de l'agro-industrie, avec l'apport de nouvelles technologies. Alors que le gouvernement a annoncé de nouveaux piliers économiques dans le budget précédent, tels que l'économie verte et l'économie bleue, ces initiatives restent toujours au stade embryonnaire, surtout à l'approche des élections. Il estime que l'innovation, notamment à travers la technologie, peut être un catalyseur important pour le développement économique. « Par exemple, l'AgriTech gagne du terrain à Maurice, et le gouvernement devrait soutenir cette industrie pour lui redonner de la valeur. De nouvelles voies doivent être explorées pour sortir de la crise actuelle. Malgré un contexte difficile et un manque de dynamisme économique, une politique de croissance dynamique dans les secteurs économiques est nécessaire », estime-t-il.

Budget

En ce qui concerne le budget, Takesh Luckho présume qu'il sera axé sur une approche plus populiste cette année, à l'approche des élections, avec une mise en avant des mesures visant à séduire l'électorat. « Bien que des mesures économiques soient attendues, le gouvernement devrait mettre davantage l'accent sur des mesures populaires pour attirer les électeurs. Certaines mesures, telles que les pensions de vieillesse, la PRB et les ajustements salariaux, seront revues, mais il y a une attente pour des changements plus significatifs. Les véritables projets de développement n'ont pas encore été pleinement réalisés. Le gouvernement a principalement axé ses efforts sur la consommation et les dépenses en infrastructures pour relancer l'économie, avec un accent moindre sur les projets de développement concrets », conclut-il.

L é g u m e s

Krit Beeharry : « L'importation doit se faire dans la transparence totale »

En cette période de hausse des prix des légumes, principalement due aux conditions météorologiques, Krit Beeharry, représentant de Planteurs des Iles, soutient qu'heureusement, le cyclone Eleanor n'a pas causé beaucoup de dégâts. Sinon, affirme-t-il, les conséquences auraient été plus graves. Il y a deux saisons, à savoir la 'peak season' et la 'off season'. « Durant la 'peak season', qui démarre le 15 mars et dure jusqu'à 15 octobre, les prix des légumes sont plus ou moins abordables et les consommateurs ne se plaignent pas. Or, durant la 'off season', du mois d'octobre au mois de mars, nous faisons face à la sécheresse, aux 'flash floods', aux inondations et autres cyclones. De ce fait, nous connaissons une baisse de production des légumes et nous faisons face à la prolifération des maladies », dit-il. « Pendant sa période-là, production et l'offre li moins mais demande la li reste pareil. De ce fait banne marchands légumes zotte obliger vendre banne légumes la chers », ajoute-t-il.

Par ailleurs, le représentant des Planteurs des Iles fait ressortir qu'il existe plusieurs catégories de marchands de légumes. « Il y a ceux qui opèrent dans les marchés et foires, ceux qui sont planteurs-vendeurs, et d'autres qui assurent la livraison/distribution des légumes directement aux hôpitaux, hôtels et supermarchés, entre autres. Donc, les prix des légumes varient », souligne-t-il. Krit Beeharry soutient que graduellement les prix des légumes connaîtront une baisse. Toutefois, il indique que les prix de certains légumes, en particulier ceux de la 'bringelle' et des piments, seront maintenus pendant quelques semaines. « En général, dans environ un mois, les prix des légumes connaîtront une baisse », dit-il. Par ailleurs, il affirme que son association n'est pas contre l'importation des légumes. Toutefois, dit-il, cela doit se faire dans la transparence totale et ce dans l'intérêt des marchands de légumes et des consommateurs.

Cependant, il indique qu'on ne peut importer la tomate et le piment, car selon ses dires, ce serait risqué en termes de prolifération des maladies. Notre interlocuteur déclare aussi que chaque année, il y a une pénurie de légumes dans les marchés et foires. Aussi, selon lui, on ne peut pas contrôler les prix en raison du manque de main d'œuvre, de la hausse des salaires des travailleurs et



des prix des pesticides et insecticides, entre autres. « Les planteurs de légumes doivent s'acquitter de plusieurs frais et aussi avoir une certaine marge de profit. Ils seront découragés s'il y a un contrôle des prix, et n'investiront plus dans la culture de légumes. Par conséquent, on connaîtra une flambée des prix », estime-t-il.

Jayen Chellum déplore une hausse exagérée des prix des légumes

De son côté, le secrétaire général de l'Association des Consommateurs de l'Île Maurice (ACIM), Jayen Chellum, en se basant sur la différence des prix entre les légumes vendus en gros au 'National Wholesale Market' de Wootton et ceux vendus au détail dans les foires et les supermarchés, soutient que la différence est flagrante à plus d'un titre. Alors que son association a mené une enquête sur le terrain, il se demande : « Comment expliquer que le 'voeme', qui est vendu en gros à Rs 20 le demi-kilo à Wootton, est revendu à Rs 60 et Rs 75 dans deux foires différentes, et à Rs 125 dans un supermarché de Curepipe ? »

Dans la foulée, Jayen Chellum fait ressortir que le prix de la 'bringelle' en gros est affiché à Rs 70, et qu'il est de Rs 100-125 au marché de Curepipe, de Rs 100 à Port-Louis et de Rs 90 à Vacoas, alors qu'au marché de Rose-Belle, il est de Rs 60-70 la livre. « Dans

certain supermarchés connus du pays, le prix affiché varie entre Rs 100 et Rs 154.95 », dit-il. Concernant les 'lalos', le secrétaire général de l'ACIM ne mâche pas ses mots à l'égard des marchands qui en achètent en gros à Rs 15 le demi-kilo, et qui les revendent à un prix quatre fois supérieur. Il dit que les consommateurs sont surpris de constater que les 'lalos' dont le prix en gros est de Rs 20-30 le demi-kilo, sont revendus à Rs 80-120 dans les foires, et à Rs 150-185 dans les supermarchés.

Et d'ajouter : « Je comprends que les marchands de légumes doivent s'acquitter de frais, mais il y a une exagération des prix. Il y a des abus dans certains cas. Par contre, comment se peut-il que les supermarchés puissent vendre des légumes si chers, alors que ce sont les fournisseurs qui en assurent la livraison ? » De ce fait, il demande aux consommateurs de ne pas acheter les légumes qui sont vendus à des prix exagérés. « Cela obligera les marchands de légumes à revoir leurs prix à la baisse », dit le secrétaire de l'ACIM. Il fait comprendre que ce sont les Mauriciens en situation précaire qui

sont les plus affectés par la hausse vertigineuse des prix.

Contrôle des prix ou 'Profiteering Court'

Jayen Chellum souhaite que le gouvernement, à travers l'Agricultural Marketing Board' (AMB), importe davantage de légumes, et que ceux-ci soient vendus à des prix fixés. Selon lui, ils doivent être les mêmes, que ce soit dans les foires ou dans les supermarchés. D'où, dit-il, l'importance du contrôle des prix, ou d'une 'Profiteering Court'.

D'autre part, le secrétaire général de l'ACIM demande aux autorités concernées de faire respecter l'affichage des prix, en particulier dans les foires et marchés de légumes. Il dénonce aussi sévèrement l'attitude des marchands qui travaillent aux marchés de Curepipe et de Rose-Hill. Selon ses dires, dans la majorité des cas les prix ne sont pas affichés, surtout dans les régions urbaines, contrairement aux régions rurales. Il souhaite que les autorités sévissent contre les marchands qui n'affichent pas les prix le plus tôt possible.

« L'offre des légumes ne peut contrôler les prix des légumes. Le gouvernement doit impérativement intervenir dans l'intérêt des consommateurs, surtout en cette période de carême qu'observent les hindous pour la fête de Maha Shivaratee, et les Chrétiens pour Pâques », conclut-il.

Selon les représentants des planteurs Un contrôle des prix possible pour les légumes importés seulement

Le porte-parole des petits planteurs de la région sud de l'île, Farad Jugon, estime qu'un contrôle des prix des légumes n'est pas réalisable, car les ventes à l'encan se font à des prix élevés. En effet, habitué à se rendre au 'National Wholesale Market' de Wootton, il explique que les encanteurs fixent des prix élevés, ce qui contraint les marchands à revendre les légumes à des prix exorbitants aux consommateurs. Il soutient que le contrôle des prix n'a aucun sens, car ceux-ci sont déjà en hausse sur le 'National Wholesale Market'.

D'autre part, Kleepaloo Sunghoon, secrétaire de la 'Small Planters Association', affirme que les prix des légumes importés (oignons, pommes de terre et autres légumes) par l'Agricultural Marketing Board' (AMB) peuvent être contrôlés, contrairement à ceux des légumes locaux. Il est d'avis qu'une augmentation de la production pourrait entraîner une baisse et un contrôle des prix.

Budget 2024-2025 : Propositions

Radhakrishna Sadien : « Il est impératif de revoir toute une série de mesures afin de soulager la population »

En vue du prochain exercice budgétaire qui doit normalement se tenir en juin, Radhakrishna Sadien, président du 'Congress of Independent Trade Unions', estime qu'il est impératif de revoir toute une série de mesures afin de soulager la population qui souffre depuis un certain temps. Tout d'abord, il souligne que le gouvernement doit élaborer une stratégie pour aider les contribuables assujettis aux 'income taxes'. En effet, mettant en lumière le coût de la vie, il estime qu'ils peinent à joindre les deux bouts avec la hausse des prix des produits alimentaires et d'autres biens de consommation.

Ensuite, il demande une révision de la grille salariale pour plus d'équité, et insiste sur l'importance d'un ajustement rapide des salaires pour éviter l'exode des Mauriciens vers l'étranger. Selon lui, le PRB doit prendre des mesures administratives pour rétablir la relativité salariale suite à la perturbation causée par l'augmentation du salaire minimum, et pour corriger les distorsions dans les salaires des fonctionnaires.

Radhakrishna Sadien estime qu'il est grand temps que le gouvernement prenne des mesures pour pallier le manque de personnel dans divers secteurs de l'île, notamment en offrant davantage de formations aux employés afin qu'ils puissent remplir leurs fonctions correctement. Il insiste sur la nécessité d'avoir des négociations fermes à travers le 'collective bargaining'.

Il soutient également qu'il est nécessaire d'apporter des amendements à la 'Public Service Commission' (PSC), qu'il faut la doter de plus de membres et veiller à ce que le pouvoir de recrutement ne soit pas délégué aux ministères. De plus, il exprime le souhait que le 'Public Bodies Appeal Tribunal' se voie accorder davantage de pouvoir. Dans le passé, Radhakrishna Sadien avait déjà demandé la nomination d'un 'Ombudsperson for Public Service' afin d'accroître la transparence au sein de la fonction publique. Il avance qu'il est nécessaire de délimiter le pouvoir et la responsabilité des ministres et des politiciens.

Alors que les problèmes sociaux prennent de l'ampleur dans le pays, le syndicaliste tire la sonnette d'alarme concernant les fléaux qui touchent la société. Il recommande la réalisation d'études indépendantes lorsqu'il y a des problèmes concernant le domaine du travail, comme l'exploitation des employés dans différents secteurs. Il insiste sur la nécessité d'éduquer la population sur les valeurs humaines, soulignant que l'obtention d'un certificat académique ne suffit pas à elle seule.

En ce qui concerne le salaire minimum, il demande qu'une étude soit réalisée pour revoir les stratégies, et que le PRB prenne les mesures nécessaires pour ajuster les salaires dans la fonction publique, avec effet rétroactif à janvier 2018, suite à l'introduction du salaire minimum. Il déplore le fait qu'à la différence du secteur privé, il n'y a pas de négociation collective dans la fonction publique sur les conditions de travail. Selon lui, c'est le PRB qui impose ses conditions et cela doit être revu.



Au sujet de l'environnement, il évoque une 'waste segregation' et estime qu'il faut revoir les mesures concernant les changements climatiques qui touchent périodiquement le pays. Il avance qu'il est grand temps de mettre en place une stratégie définie pour protéger l'environnement, en préconisant notamment l'installation de trois types de poubelles de tri. Enfin, il estime qu'il est nécessaire de sensibiliser davantage les Mauriciens et de les encourager à trier leurs déchets dès maintenant.

Haniff Peerun : « Il faut relancer notre économie stagnante »

Dans le cadre des consultations pré-budgétaires (2024-2025), le président du 'Mauritius Labour Congress' (MLC), Haniff Peerun, envisage d'adresser un mémoire contenant plusieurs propositions et suggestions pour le bien-être des travailleurs du secteur public et privé, mais aussi pour l'ensemble de la population et pour le pays.

Le syndicaliste soutient d'abord que le ministre des Finances et du Développement économique, Dr Renganaden Padayachy, ne doit pas prononcer un 'discours d'annonce'. « A plusieurs reprises, on a annoncé des mesures en grande pompe, mais on ne les implémente pas », regrette le syndicaliste, avant d'ajouter qu'il faut accorder une allocation chômage aux personnes sans emploi, car il y a, selon lui, des chômeurs qui n'ont pas de travail pour pouvoir nourrir les membres de leur famille.

Pour lui, il est aussi impératif que le grand argentier annonce un budget qui peut relancer l'économie de notre pays qui est, selon lui, stagnante. Le



syndicaliste a ainsi fait comprendre qu'on ne peut éternellement se fier au secteur du tourisme. « Il faut diversifier notre économie, car nous avons une grande expérience sur les conséquences de la pandémie de la Covid-19 », explique-t-il. Selon lui, il faut exploiter au maximum la terre agricole, soit planter des légumes, dont l'oignon et la pomme de terre. « Les plantations et l'élevage nous éviteront d'importer des légumes et de la viande. En plus, cela créera de l'emploi et nos devises ne seront pas affectées », estime-t-il.

D'autre part, le président du MLC laisse entendre que la méritocratie et la transparence doivent primer, et qu'il faut reconnaître les compétences des jeunes afin d'éviter leur exode. Par la même occasion, il demande aux autorités concernées de revoir le mode de recrutement en se basant sur les compétences et expériences des Mauriciens par rapport aux travailleurs étrangers.

Le syndicaliste soutient également qu'il faut abolir les postes de vice-président de la République et de vice-Premier ministre, et souhaite que le gouvernement arrête d'accorder des 'subsidies' aux organisations socio-culturelles du pays. Il propose aussi que le gouvernement introduise le transport gratuit pour les membres du public, à l'instar d'autres pays. « Gouvernement déjà paye banne compagnie bus pu étudiants, vieilles personnes. Transport pu employés déjà rembourser par employeur ki li gouvernement ou sector priver. Bizin truv 1 formule aproprier cote sector priver et gouvernement contribuer pu transport », souligne-t-il.

Le président du MLC met également l'accent sur l'importance que les Mauriciens aient tous un carnet de santé, ainsi que la nécessité de fixer les prix, de réduire la TVA sur certains articles de consommation, de revoir la politique monétaire et d'ouvrir les banques le samedi (demi-journée). De plus, il insiste sur le fait que les personnes du troisième âge doivent toucher une pension de Rs 15000 le plus tôt possible, afin qu'elles puissent joindre les deux bouts. Il indique qu'il faut trouver des solutions pour résoudre la lourdeur administrative au niveau des

ministères et institutions publiques, et se pencher sur les traitements, facilités et privilèges des travailleurs du secteur public et privé à plusieurs niveaux.

Pour lui, il faut aussi créer une institution comme le défunt 'Mauritius College of the Air' (MCA) afin de piloter les cours en ligne de manière adéquate. D'où l'importance de l'utilisation de l'internet gratuit pour le bien-être des étudiants, et pour tous les Mauriciens en général. D'autre part, Haniff Peerun explique qu'une politique de transparence s'impose quand il s'agit des examens de la 'Public Service Commission' (PSC). « On doit obtenir les résultats et savoir quelles sont les personnes qui siègent au sein de la PSC, qui doit être apolitique et nommée par le judiciaire », dit-il.

Pour conclure, Haniff Peerun réclame un repas chaud pour les écoliers, à l'instar des patients dans les hôpitaux. Soulignant qu'il faut encourager les mariages, le syndicaliste fait comprendre que le gouvernement doit accorder des 'subsidies' pour les nouveaux-nés, et ce jusqu'à un certain âge. Il soutient enfin qu'il faut enlever la redevance (télévision) de Rs 150 et revoir les salaires des ministres, PPS et députés en se basant sur leurs qualifications.

Plainte contre le ministère de l'Éducation

Rajen Valayden : « C'est un combat pour la méritocratie, la transparence et la vérité »

Le procès intenté par Rajen Valayden contre le ministère de l'Éducation, le 'Mauritius Examinations Syndicate' (MES) et la ministre de l'Éducation, Leela devi Dookun-Luchoomun, a été appelé devant la cheffe juge Rehana Mungly-Gulbul le lundi 19 février. Il faut rappeler que dans sa plainte logée le 19 janvier dernier, Rajen Valayden affirme que son fils a été victime de discrimination dans l'attribution des places à la suite des examens du PSAC. Le rédacteur-en-chef du journal en ligne Capital, fondateur de la plateforme Libération Moris et activiste syndical, a aussi affirmé que l'acharnement à l'encontre de son fils résulte de ses activités professionnelles.

Dans leurs affidavits, les représentants du parquet, qui assurent la défense du ministère de l'Éducation et du MES, maintiennent que tout a été fait selon les dispositions des lois en vigueur, et que Shanakaran Valayden n'a nullement été pénalisé. De son côté, le ministère de l'Éducation assure que l'octroi des places a été fait selon la proximité des candidats avec les établissements scolaires, en se basant sur les données fournis par le ministère des Terres et du Logement. D'autre part, le ministère de l'Éducation écarte complètement la

demande de Rajen Valayden de rendre public les résultats détaillés des examens du PSAC, invoquant la nécessité d'avoir au préalable le consentement des candidats ayant pris part aux examens, ainsi que celui de leurs parents.

Litige

Bien qu'ayant soumis leurs affidavits, les représentants légaux du ministère et du MES contestent la voie choisie par Rajen Valayden pour aborder ce litige. Cette affaire commence à prendre de l'ampleur, avec le ralliement de plusieurs personnalités politiques, syndicalistes et d'ONG qui réclament de la transparence dans la gestion de l'éducation. D'ailleurs, certains ont tenu à être présents lors de la manifestation qui a eu lieu devant la Cour suprême au moment même où l'affaire était entendue devant la cheffe juge.

Dans une déclaration à *Sunday Times*, Rajen Valayden affirme être déterminé à aller jusqu'au bout dans cette guerre. « Il ne faut surtout pas réduire cette plainte à une simple demande pour obtenir une place. C'est un combat pour la méritocratie. C'est un combat pour la transparence. C'est un combat pour la vérité. C'est un combat pour dénoncer le népotisme, la corruption



et le favoritisme. Accepter le bon vouloir des puissants, c'est sceller le sort de nos enfants », soutient-il avec force.

Réagissant aux arguments avancés par le ministère de l'Éducation, Rajen Valayden répond que ce serait quand même amusant de savoir si

les juges de la Cour suprême ou les avocats du parquet ont consenti à la publication des résultats, ainsi que le nom des enfants. « Je ne serai nullement étonné si on invoque le secret d'État. Il y a une limite à tout. Même à l'absurdité », affirme-t-il.



Série d'actions

Le père de Shankaran Valayden envisage une série d'actions afin d'expliquer à la population le sens de ce combat. Plusieurs rencontres sont prévues avec des dignitaires et diplomates afin de les sensibiliser sur l'état de la gouvernance du système éducatif à l'île Maurice.

D'autre part, dans une déclaration à la presse lundi dernier, Rajen Valayden a soutenu que la plateforme Libération Moris va bientôt révéler plusieurs scandales fracassants impliquant des membres influents du gouvernement de Pravind Jugnauth.

Lettre ouverte au ministre de l'Énergie

Coupures d'électricité à la Réunion: Alerte pour Maurice ?

Après une alerte dite « rouge » le vendredi 16 février 2024, la Réunion est actuellement en « vigilance renforcée » avec l'indisponibilité de plusieurs moyens de production d'électricité. Il y a un risque imminent de coupures localisées programmées par créneaux horaires de deux heures, soit des 'rolling load sheddings', comme cela existe quotidiennement en Afrique du sud. Le cas de l'île sœur n'a pas les mêmes causes que pour ce dernier pays, mais il est impératif qu'à Maurice nous agissions en urgence à la lumière de ce qui y arrive. Surtout avec un cyclone dans les parages.

1. La demande de pointe

Déjà, nous avons connu un pic record de la demande cette année chez nous, et il faut s'attendre à un maximal de plus de 510 MW avant l'hiver, sinon en fin d'année. Comme à la Réunion, l'utilisation massive de climatiseurs, entre autres, face aux vagues de chaleur et d'humidité, est largement responsable de ce déséquilibre entre l'offre et la demande, particulièrement pendant la pointe du soir. Il est essentiel de sensibiliser systématiquement les consommateurs à l'urgence d'une sobre et juste gestion de la demande ici aussi. Sinon, des coupures préventives et tournantes seront inévitables. Il ne s'agit nullement du spectre d'un black-out généralisé, un terme que certains manipulent pour effrayer,

mais bien de la nécessité d'appeler à davantage de responsabilité de la part de tous les utilisateurs. Nous ne pourrions indéfiniment dépendre des centrales à charbon, surtout, et aussi des moteurs à huile lourde, souvent vétustes, afin de répondre à une demande incontrôlée, voire abusive.

2. La transition énergétique

Autre enseignement du cas d'école réunionnais, c'est comment une transition énergétique peut mettre en danger la sécurité d'approvisionnement en électricité. En misant sur des méga projets tels que des centrales dépendant de l'importation de la biomasse ou de l'huile de colza, au lieu des ressources locales plus abordables comme davantage d'unités photovoltaïques décentralisées sur les toits des bâtiments, l'indisponibilité de ces moyens de production à grande échelle pèse lourd dans l'équilibre entre la demande et la fourniture. Les problèmes techniques sont plus pratiques à résoudre sur des mini-systèmes distribués beaucoup plus résilients, sinon ils ont moins d'impact sur l'ensemble du réseau national. Le choix d'exploiter de vastes superficies de terres agricoles 'prime land' pour des fermes photovoltaïques n'est pas non plus raisonnable, ne serait-ce que dans le but d'atteindre une meilleure autosuffisance alimentaire. Une approche systémique

dans l'application de notre feuille-de-route pour les énergies durables est essentielle. Il est crucial d'élaborer un plan holistique pour l'aménagement durable de tout le territoire, avec une prise en compte de la vulnérabilité climatique pour savoir quelles zones consacrer, par exemple, à la production électrique. Une autre situation à l'île sœur que nous devons éviter ici est l'impossibilité d'alimenter les voitures électriques, donc de se déplacer pour certains, lorsqu'il n'y a pas d'électricité.

3. Cyclone et Flash-flood

Avec le dérèglement climatique, il faut repenser nos infrastructures comme nous le faisons aussi pour les sources d'énergie. La centrale hydraulique de Rivière de l'Est à la Réunion est réduite en capacité de production à 20% depuis le passage du cyclone Belal. Des travaux importants y sont nécessaires actuellement. Il faut s'assurer que nos dispositions de génération, de transmission et de distribution électriques soient à l'abri de phénomènes climatiques extrêmes comme les cyclones ou les 'flash-floods'. Il faut, certes, entreprendre l'élagage des arbres qui représentent une menace grave pour nos lignes, surtout celles de haute tension. Mais le cas de la Réunion nous démontre aussi que les centrales existantes n'ont nullement été conçues à l'origine pour les conditions excessives que nous devons

subir aujourd'hui. Le risque peut venir autant du débordement d'une rivière de son lit que de son obstruction par des déchets, un scénario-catastrophe pour l'opération de certaines centrales thermiques, mais aussi des centrales hydro-électriques si cruciales face aux pics de la demande.

Conclusion

Que Dieu nous protège, certes, mais peut-on prendre des mesures immédiates afin de rester debout face au cyclone Eleanor, sinon nous remettre sur nos pieds aussitôt son probable passage ? Tout de suite après, il faudra s'assurer que les unités de production soient en mesure de fonctionner. Par exemple, ce sera surtout au charbon si le stock n'est pas affecté par les pluies et rafales cycloniques, ou à partir de produits pétroliers puisés d'une réserve stratégique que nous devons prévoir. A moyen terme, après, il faudra consolider notre résilience, mais cette fois avec le défi d'intégrer un mixte optimal de ressources locales propres. Une transformation du paysage énergétique fondée sur une juste transition et la maîtrise de la demande, une prise en compte du dérèglement climatique nous permettra alors de ne pas faire face aux problèmes de la Réunion. Mieux, ce sera une opportunité d'aller promptement vers une indépendance énergétique durable.

■ Par Pr M Khalil Elahee

MYF

Raffick Santally : « L'épanouissement de la femme est très important »

La 'Muslim Youth Federation' (MYF) a récemment organisé un événement de remise de certificats à une trentaine de stagiaires ayant participé à des formations culinaires. Cette cérémonie a eu lieu le samedi 17 février dans la salle de réception de Bayt-UI-Nur. De nombreuses personnalités, parmi lesquelles le député Eshan Juman et l'ancien vice-président Raouf Bundhun, ont honoré cet événement de leur présence.

Le président de la MYF, Raffique Santally, a exprimé sa gratitude envers tous les participants, les enseignants et les sponsors pour leur dévouement



contribuer activement au sein de leur famille, en les encourageant à exploiter pleinement leurs compétences.

Les élèves ayant participé aux activités ont reçu leur certificat attestant de la fin de leur formation. La MYF invite chaleureusement les personnes issues des différentes communautés qui sont intéressées à s'inscrire à ces formations visant à promouvoir

et leur contribution tout au long de ces cours, qui se sont étendus sur une période de cinq mois. « Nous croyons en l'autonomisation des femmes, et il est de notre devoir de les soutenir et de leur offrir la possibilité de dépasser leurs espérances », a-t-il souligné. Il a

également précisé que cette initiative en faveur de l'épanouissement des femmes ne se limite pas uniquement à celles de la communauté musulmane, mais s'étend à toutes les communautés. L'objectif est d'aider les femmes au foyer à sortir de leur routine et à

l'autonomisation des femmes dans divers secteurs de l'île. D'autres formations sont également proposées, notamment des cours de maquillage, de peinture, de broderie et de pâtisserie, entre autres.

Libre Expression

Pakistani Tamassa Election in 2024

There was and there still is a debate as to whether democracy is compatible with Islam. Using a simplified definition of a democratic society as being one where there are fair and free elections as well as the rule of law, one would say most Muslim countries fail with the exception of a very few that include Turkey, Indonesia, Kazakhstan and Malaysia.

Saudi Arabian royalty claims its legitimacy to rule because they are the keepers of the two holiest masjids of Makka and Madina, [though they have given refuge to Ben Ali and his 30 tons of gold siphoned from the Tunisian coffer, Nawaz Sharif who was condemned to death by Musharaf and the infamous Idi Amin Dada of Uganda]. The Royals of Jordan and Morocco and the ex-Royals of Iraq claim theirs as being part of Bani Hashim, descendants of Prophet Mohammad (SAW).

The latest stage where democracy is struggling to survive is Pakistan. Pakistan is a land of paradoxes whose lunatic bombers and kleptomaniac ruling class are more known than the generous souls who run hospitals and universities and daily provide 500,000 free meals in Karachi only. It is also a country where the definite results of a general election are not known two weeks after they were held. One can say that democracy in Pakistan is both dead and alive! Elections in Pakistan, as in many third world countries, are not totally fair where vote buying is common. The outcome of election results is known in advance as contesting parties, close to the army, are sure to win. The army chief or COAS is believed to be beholden to

the USA so said publicly Imran Khan, the ousted PM, and he had to pay for the consequences for that. In any case, whichever party is voted to power, it is made to toe the line dictated by COAS.

The Pakistani army is the darling of the people who would vote for it if they had electoral candidates. Not much new as in the USA, you need to be a General to have fought and in some cases won a war General Eisenhower, Lyndon Johnson who pursued a vicious war in Vietnam and Bush who fabricated a war in Iraq with his deceptive Arms of Mass Destruction, without forgetting General de Gaulle who liberated France from the quagmire of World War II. Pakistani army has the added quality that they are close to the people.

On February 8, overall majority of Pakistanis defied the army, the police and ruling parties' henchmen and voted in droves for Imran Khan, though he is languishing in prison together with his wife and his young Turks; his party was also denied legitimacy while the independent candidates who share his ideology and his policies were refused a common symbol of the cricket bat. The electorate refused bribes and forged through barricades of armed goons to the polling stations. They had been given directives as to which candidate to vote and whose electoral symbols were well publicized before the election date as the opposition candidates had foreseen that the junta in power would shut down all communications close to polling dates. Isn't this a sign of democracy where the

people wanted their own government against all odds.

On the other hand, the sad side is that the army, the puppeteer-in-chief, as well as the police and the traditional political parties' armed gangs have tried and succeeded in robbing part of the victory of Imran Khan's party which was officially announced as winners but during a blackout on counting night between midnight and four in the morning, the results started being reversed. The army is backing a medical miracle who went to UK for treatment from a terminal disease and who was condemned to death by the same army a decade earlier. As of now Imran Khan's party is still the one with the greatest number of seats but not enough to have an overall majority. Horse trading is the name of the game and the Electoral Commission and the Judiciary are contradicting each other deciding what the final results would be. They are condemned to agree on a winner on 28 February next.

In this haze of the Pakistani electoral tamassa, nobody dares make a prediction. Imran Khan has defeated the army from a prison cell. Will he have the final word? Let us say that at present, democracy is fighting for its survival. And let Academia debate whether democracy has won or lost in Pakistan on 8 February 2024.

By Dawood Auleear



Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Our Mosques, the unutilized potential

Our Mosques have the biggest unutilized potential and a more active role to play in the growth of our Ummah. Mosques are everywhere, they come in all shapes and sizes and even in remote villages. Most of the Mosques have been built by philanthropist Muslims and is maintained by the donations of the community, some are run by trusts, some have assets which fund its maintenance and some are owned by rich people. All in all, Muslims have a soft corner for Mosques and consider it a big Sawaab (benefit) to erect one. During early Islamic days the Mosque was a hub of activity, whenever a group of Muslims arrived in a new city, they set up a Mosque, wherein persons would be available 24 hours a day. New people interested to learn about Islam would come there and pose questions or sit and learn about Islam. The Mosque was the Open University of Islam, not just a place of prayer and it was the most important place of congregation of the local Muslim community, 5 times in a day. Imagine all Muslims meeting at one place 5 times in a day... No wonder we were the most united of all communities in the world. Muslims need to be reminded that the world's first university, The University of Al Qarawiyyin, was constructed in Morocco by a woman princess Fatima al-Fihri in a Masjid in Morocco.

Sadly, our mosques are fully operational only during the glorious of Ramadan. However, many of the Muslims who are used to worshipping Almighty Allah during Ramadan by offering Tarawih, remembering Allah, and reciting the Quran do radically change after Ramadan. They abandon these good acts, succumb to worldly temptations, and fall back where they were before Ramadan. The mosques we see full of worshipers in Ramadan become almost empty. There are only a few who attend prayers in the mosque and this atmosphere is gone, people return to the habitual routine and most of our Mosques become again the biggest unutilized potential.

The first thing our Prophet (s.a.w.) did when he arrived in Madinah was to construct

Mosque Quba on the outskirts of Madinah. Later, he constructed Mosque-e-Nabawi in Madinah. In the Mosque, used to pray, teach the Muslims their religion, distribute Zakat to the poor, discuss any big event affecting the Ummah and consult with his companions. Islam is a Way of life; religion is not separated from any aspect of life. Spiritual values of Peace, Integrity, and Guidance are as important as material values in accordance with Allah's commandments. For this reason, Mosques are constructed to serve as multi-functional centers of intellectual, spiritual, and cultural enlightenment of the Muslim community.

During the peak of Islamic civilization, the Mosque was an institution of learning that produced brilliant scholars and scientists. Students and scholars of the Mosque enriched Islamic ideological and intellectual legacy with volumes of masterpieces in both theoretical and applied sciences.

Nowadays, a high degree of ritualism that has pervaded many Mosque managements' attitude toward the Mosque. They have developed the restricted vision in which mosques are imagined as purely religious buildings fit for worship alone, the Salaat (prayers) and khutba (sermon) are seen as part of a ritual which needs to be fulfilled only. The Mosque must regain its strategic position in shaping the future generations of Muslims. The Prophet (s.a.w.) resolved conflicts between the people in the Mosque. Some of his great companion sat around him to learn how he ruled between the conflicting parties; either between Muslims or between Muslims and others. The Mosque served as the court-house where people came to seek justice and settled grievances. It also housed the Bait-ul-Maal (The Treasury) to keep funds for the orphans and the needy.

One of the functions of the Mosque was that it served as a clinic for the wounded in some of the early battles of Islam. In the early periods of Islam, issues of importance to the Ummah were discussed in the Mosques. The Prophet's Mosque served the role of today's parliaments



By Bashir Nuckchady

and councils of elders. Most of the consultative councils were held in the Mosque.

The Prophet's Mosque served as home and shelter for guests and travellers. It had a shaded area at the back where the homeless and the poor live. Abu Hurayrah and another poor companion known as Ahl al-Suffah lived in the courtyard of the Prophet's Mosque.

The wealthy members brought their donations to the Prophet's Mosque which served the role of today's charitable relief organizations in collecting the Zakat, and the Sadaqah and distributing it to the needy.

Somewhere down the line, most of the Mosques became just a place of prayer, as is today. Hence it has lost its real place in our lives, we just go there, offer our prayer and get out within 15 minutes. What we need to do is recognize the fact that the Mosque has played a pivotal role in the establishment, maintenance and growth of Islam in the past, and we need to bring back this system into our Mosques today. We should have people in the Mosque 24 hours a day, who offer to teach you various things pertaining to religion and other knowledge-based tools. It should offer to solve our problems, answer questions, give you announcements, call for meetings, collect data about local Muslims, offer help to the poor, provide employment to the needy, be a source of contacts, collect and distribute Zakat, make Haafiz and Alims and give tuitions. You see, the infrastructure already exists around the world, in the smallest of villages and the largest of cities, we are only grossly underutilising its potential to do wonders with the Ummah.

Tawba

D'après un Hadith Shareef, le Saint Prophète (r) a dit : « *Rajab est le mois sacré (Hurma), Sha'baan le mois du service (Khidma) et Ramadaan le mois des bénédictions (ni'ma).* » Pour le musulman, ces trois mois bénis sont l'occasion de se recueillir et d'adorer le Seigneur avec ferveur et discipline. Toutefois, pour faire le plein en termes de bénéfices que ces trois mois comportent, il est essentiel de se repentir d'abord, de faire Tawba comme on dit. Sans faire Tawba sincèrement, une personne ne pourra trouver goût dans ses prières. Tout comme pour polir les récipients et leur donner du lustre, il est nécessaire de les laver et les frotter pour enlever toutes les taches, de même, avant d'illuminer le cœur à travers les bonnes actions, il est primordial avant tout de faire Tawba et Istighfaar afin de débarrasser le cœur de la souillure des péchés. Et personne n'est exempté de faire Tawba. Ceci pour la bonne raison qu'à part les Prophètes (AS), tous les humains font des péchés. Ainsi donc, il est obligatoire pour chacun de faire Tawba. Dans un Hadith Shareef, il est dit : « *Le fils d'Adam (u) commet des péchés, et le meilleur parmi les pécheurs est celui qui se repent.* » [Mishkat Shareef]

Allah dit dans le Saint Qur'aan : « *Et repentez-vous tous devant Allah, ô croyants. Peut-être serez-vous gagnants ?* » [S24:V31]

Et dans un autre verset Il dit : « *Dis : "Ô mes esclaves qui vous êtes faits outranciers contre vous-mêmes, ne désespérez pas de la Miséricorde d'Allah. Oui, Allah pardonne tous les péchés, - oui, c'est Lui le Pardonneur, le Miséricordieux."* » [S39: V53]

En étant généreux, Allah ne se contente pas de pardonner à ceux qui font Tawba, mais en plus, Il se réjouit du repentir de Son serviteur, à tel point qu'il convertit ses mauvaises actions en bonnes actions. Ainsi Allah dit : « *A moins qu'il ne se repente, et croie, et fasse œuvre bonne - car à ceux-là Allah changera leurs maux en biens, tandis qu'Allah demeure Pardonneur, Miséricordieux.* » [S25: V70]

Comment faire Tawba

Le musulman se tourne vers Allah avec un cœur sincère, et tout en exprimant ses regrets et sa honte pour les péchés qu'il a commis, demande pardon à Allah. Ensuite, avec tout le sérieux possible, il fait la promesse à Allah qu'il ne commettra pas ce péché une deuxième fois. Voilà en bref comment faire Tawba. Et quand on a fait Tawba pour un péché, et qu'après cela on ne refait plus ce péché, cela s'appelle 'Tawba Nasooha'. C'est bien à cette Tawba qu'Allah fait référence dans la Surah Tahreem (S66):V8: « *Ô les croyants ! Repentez-vous à Allah d'un repentir sincère. Il se peut que votre Seigneur vous efface vos fautes et qu'Il vous fasse entrer aux Jardins sous lesquels coulent les ruisseaux...* »

La nuit de Shabé Baraa'at est une occasion pour faire Tawba et changer de vie. En cette nuit descend la Miséricorde d'Allah, comme le Saint Prophète (AS) a dit :

« *Durant la 15ème nuit de Sha'baan, la Miséricorde d'Allah englobe le monde entier.* » [Tirmizi, Ibn Majah]

Durant cette nuit bénie de Sha'baan, tous les pécheurs sont pardonnés sauf ceux qui font le Shirk et qui sont rancuniers. {Ceux qui font le Shirk, cela veut aussi dire ceux qui ont recours aux 'longanistes' pour faire du mal à leurs frères et sœurs en Islam ; et aussi ceux qui vont voir des devins pour connaître le futur}.

Le Saint Prophète (AS) a dit :

« *Sans doute, durant la 15ème nuit de Sha'baan, Allah se penche tout particulièrement vers les croyants et pardonnent à tous les pécheurs sauf ceux qui font le Shirk et qui sont rancuniers.* » [Mishkaat page 115]

Qu'Allah nous donne tous Tawfeek pour passer cette grande nuit dans son adoration, et rechercher son pardon, sa Miséricorde. En cette nuit bénie, pensons à nos énormes péchés, tournons-nous vers le Seigneur. Mettons-nous dans l'état d'esprit qu'il faut pour accueillir le grand mois du Ramadan comme il se doit. Dans vos Du'as, n'oubliez pas nos frères et sœurs opprimés dans le monde, surtout en Palestine.

■ Par Abdus Saleh

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Daniel Alves condamné à quatre ans et demi de prison

Le Brésilien Dani Alves, ancienne star du Barça et du PSG, a été condamné jeudi par un tribunal de Barcelone à quatre ans et demi de prison pour le viol d'une jeune femme dans une discothèque de la ville en décembre 2022.

«Il existe des éléments de preuve qui, au-delà du témoignage de la plaignante, permettent de considérer le viol comme prouvé», a indiqué le tribunal dans un communiqué.

«L'accusé a brusquement saisi la plaignante, l'a jetée au sol et l'a pénétrée vaginalement, en évitant qu'elle ne bouge, alors que la plaignante disait non et qu'elle voulait s'en aller», a-t-il ajouté.

Alves, qui est en détention provisoire depuis plus d'un an et va faire appel de ce verdict, a également été condamné à verser 150.000 euros à la victime, à cinq ans de liberté surveillée une fois sa peine purgée et à se tenir éloigné de la victime pendant neuf ans et demi. Le parquet avait pour sa part réclamé une peine bien supérieure de neuf ans de prison à l'encontre du footballeur de 40 ans.

«Exemplaire»

Dans sa décision, le tribunal a notamment mis en avant les lésions sur les genoux de la victime qui sont «le produit de la violence utilisée par M. Alvès» ainsi que l'état émotionnel de la jeune femme après les faits ou les «séquelles» psychologiques dont elle souffre.



Il a jugé en outre que le témoignage de la victime avait été «cohérent» tout au long de la procédure et qu'elle n'avait jamais voulu tirer un «intérêt économique» de cette affaire. La condamnation d'Alves à l'issue de ce procès très médiatisé, qui s'est tenu il y a deux semaines, a fait réagir jusqu'au gouvernement de gauche espagnol, qui a fait adopter en 2022 une loi sur le consentement sexuel explicite.

«C'est terminé», a déclaré la numéro trois de l'exécutif, la ministre du Travail d'extrême gauche Yolanda Diaz, en référence au slogan de l'équipe féminine de football après le baiser forcé de l'ex-président de la Fédération Luis Rubiales à la joueuse Jenni Hermoso. «Finis le machisme, finies les agressions sexuelles.

J'espère que cela servira de mesure exemplaire», a-t-elle ajouté dans les couloirs du Parlement.

Alves, 40 ans, se trouvait la nuit du 30 au 31 décembre 2022 avec un ami dans une zone VIP de la discothèque Sutton, après être rentré du Mondial au Qatar.

Selon l'acte d'accusation, l'ex-international brésilien avait alors offert du champagne à la plaignante, à sa cousine et à une amie et l'aurait ensuite invitée à le suivre dans une pièce attenante comportant des toilettes. Là, selon le ministère public, il aurait eu une «attitude violente» envers la jeune femme, qui a vécu une «situation d'angoisse et de terreur».

«Pas de carte blanche»

Source: fr.besoccer.com

Kroos fait son retour en sélection

Dans une courte déclaration sur son compte officiel Instagram, Toni Kroos a annoncé son retour dans l'équipe nationale allemande. Il participera aux matchs amicaux du mois de mars et montre sa volonté de jouer le championnat d'Europe à domicile.

Depuis plusieurs mois, coïncidant avec les bonnes performances de l'Allemand malgré son ancienneté, on parlait d'un possible retour de Toni Kroos en équipe nationale allemande. Ce jeudi, à travers une annonce sur son compte officiel Instagram, le milieu de terrain du Real Madrid l'a confirmé dans son style : court et au pied.

«Les gens, court et au pied : je jouerai à nouveau pour l'Allemagne en mars. pourquoi ? Parce que le sélectionneur me l'a demandé, je suis dans ce moment et je suis



sûr qu'avec cette équipe, nous pouvons faire beaucoup mieux au Championnat d'Europe que ce que les gens pensent», a souligné Kroos dans son annonce.

Il convient de rappeler que le prochain championnat d'Europe se déroulera en Allemagne. Toni Kroos n'a pas porté le maillot

de l'Allemagne depuis le 29 juin 2021, précisément lors du dernier Championnat d'Europe. Il reviendra près de trois ans plus tard. Il le fera lors d'une pause, qu'il a lui-même annoncée pour le mois de mars, où l'Allemagne jouera contre la France le 23 mars et les Pays-Bas le 26 mars pour préparer son Euro.

Source: fr.besoccer.com

"Je veux continuer comme ça pour gagner d'autres titres"

Vinicius a reçu le trophée du meilleur joueur ibéro-américain de 2023, décerné par «EFE». L'attaquant du Real Madrid a insisté sur le fait qu'il souhaitait continuer sur une bonne dynamique «pour gagner d'autres titres».

Vinicius, l'attaquant brésilien du Real Madrid, a déclaré jeudi après avoir reçu le trophée du meilleur joueur ibéro-américain de l'année 2023 des mains du président d'«EFE», Miguel Ángel Oliver, que ce prix est important dans sa vie sportive, car il «travaille tous les jours» pour atteindre «sa meilleure version et aider l'équipe».

«L'équipe m'aide à gagner des prix individuels et je dois remercier mes coéquipiers. Je veux continuer comme ça pour gagner d'autres titres», a souligné Vinicius dans la salle des trophées du Real Madrid, où il était accompagné du président du club, Florentino Pérez.



«C'est un honneur pour moi de figurer sur cette liste aux côtés de nombreuses légendes du football. Je veux continuer à travailler pour continuer à gagner et pour que mon nom apparaisse dans l'histoire de ce club. Je suis heureux de tout ce que je fais cette saison et j'espère que nous pourrions continuer à gagner des titres pour le Real Madrid», a déclaré Vinicius, qui suit les traces de compatriotes brésiliens qui ont remporté le prix à un moment donné de l'histoire, tels que Roberto Carlos, Ronaldo Nazario, Casemiro, Ronaldinho, Romario et Rivaldo.

Vinicius a remporté ce trophée de l'EFE pour la deuxième année consécutive. Miguel Ángel Oliver, président de l'EFE, a fait l'éloge de Vinicius, rappelant les illustres joueurs qui ont soulevé cette coupe avant lui -Roberto Carlos, Casemiro, le club lui-même...-, notant qu'il n'est pas seulement un joueur du Real Madrid et de l'équipe nationale brésilienne, mais aussi un patrimoine du football mondial.

«Tu es un crack, suivi et admiré par tes fans à Santiago Bernabéu, mais aussi dans le monde entier. Félicitations, Vinicius», a déclaré Oliver lors de la cérémonie de remise des prix. Le joueur brésilien a inscrit 23 buts la saison dernière et a joué un rôle clé dans la victoire de la Coupe du monde des clubs 2023, où il a remporté le Ballon d'or, et de la Copa del Rey.

Source: fr.besoccer.com



Chelsea-Tottenham reporté

Chelsea-Tottenham, prévu vendredi (21h00) lors de la 26e journée de Premier League, a été reporté. L'équipe de Mauricio Pochettino jouera la finale de l'EFL Cup dimanche (16h00) contre Liverpool, d'où la décision de reporter le derby londonien.

La 26e journée de la Premier League devait se poursuivre ce vendredi (21h00) avec Chelsea-Tottenham à Stamford Bridge. Mais le derby londonien n'aura pas lieu en raison

de la proximité de la finale de l'EFL Cup, qui opposera les Blues à Liverpool à Wembley dimanche (16h00). En effet, l'équipe de Jürgen Klopp a joué et battu Luton Town 4-1 mercredi pour rendre les deux matchs compatibles et éviter le choc avec l'Europa League en 16e de finale, qui se profile à l'horizon une fois le tour préliminaire terminé.

Chelsea est déjà tourné vers la finale de l'EFL Cup. Avec un projet qui n'arrive pas à décoller et qui

continue à ne pas faire son chemin sur le Vieux Continent, Mauricio Pochettino a l'occasion d'ajouter un trophée à son palmarès. Et avec une soif de revanche, puisqu'il se penchera sur l'édition 2021-22. Avec Thomas Tuchel sur le banc, ils ont perdu le tout ou rien contre les Reds dans une séance de tirs au but (10-11). Et la victoire 5-6 est intervenue dans la bataille pour la FA Cup cette saison-là.

Source: fr.besoccer.com

Shaw pourrait manquer le reste de la saison

Le latéral gauche de Manchester United, Luke Shaw, risque de manquer le reste de la saison après avoir subi une grave blessure aux ischio-jambiers.

Luke Shaw devrait être absent pendant 12 semaines après avoir contracté une blessure musculaire. Le joueur de 28 ans a été contraint de sortir juste avant la mi-temps de la victoire (2-1) de Manchester United face à Luton Town dimanche.



Manchester United a annoncé dans un communiqué que «des examens complémentaires sont encore nécessaires pour déterminer la gravité, mais nous nous attendons à ce qu'il soit absent pendant quelques mois». Le latéral gauche a manqué trois mois entre août et novembre 2023 en raison d'une blessure musculaire et, après son retour, sa saison a de nouveau été perturbée par une blessure aux ischio-jambiers, qui lui a fait manquer quatre autres matches entre décembre et janvier.

Cette nouvelle blessure est un véritable coup dur pour Luke Shaw qui pourrait manquer le reste de la saison et peut-être même l'Euro de cet été.

Source: fr.besoccer.com



Le Real Madrid fixe une date de retour à la compétition pour Courtois

Le Real Madrid avait un nouveau visage à l'entraînement ce mercredi : Thibaut Courtois. Le gardien de but, qui s'est déchiré les ligaments croisés au début du mois d'août, s'est entraîné pendant quelques minutes avec le reste de ses coéquipiers.

Thibaut Courtois a participé à la dernière séance d'entraînement du Real Madrid mercredi, franchissant ainsi une nouvelle étape dans son rétablissement après la rupture du ligament croisé antérieur du genou gauche subie au début du mois d'août.

Blessé depuis la pré-saison, le plan

de récupération du Belge progresse lentement mais sûrement, le rapprochant du moment souhaité pour son retour sur les terrains. Selon la presse espagnole, le gardien de but a apprécié son retour à l'entraînement mercredi, travaillant pendant quelques minutes avec le reste de ses coéquipiers.

Même si Courtois va déjà mieux, le Real Madrid ne s'attend pas à ce qu'il soit disponible avant le mois d'avril. L'idéal serait d'attendre qu'il soit rétabli à 100 % afin de jouer la dernière ligne droite de la saison.

Source: fr.besoccer.com

Newcastle confirme le départ de son directeur sportif Dan Ashworth

Newcastle a annoncé ce lundi le départ de son directeur sportif Dan Ashworth, qui est pressenti pour s'engager en faveur de Manchester United.

bonne chance pour l'avenir», a déclaré le directeur général de Newcastle, Darren Eagles.



Newcastle a annoncé ce lundi que son directeur sportif Dan Ashworth quittera l'équipe, alors qu'il se dirige vers Manchester United.

«Nous sommes naturellement déçus que Dan ait choisi de partir (...) nous remercions Dan pour ses efforts à Newcastle United et lui souhaitons

Ashworth travaillait pour les Magpies depuis deux ans et, si son départ pour United est confirmé, il s'agira du deuxième changement important apporté par le patron d'Ineos Jim Ratcliffe à la structure des Red Devils, après l'arrivée d'Omar Berrada,

en provenance de Manchester City, en tant que nouveau directeur général du club. Pour rappel, la Fédération anglaise de football (FA) a approuvé mercredi le rachat de 25 % des parts de Manchester United par Jim Ratcliffe, entérinant l'arrivée du milliardaire britannique dans le capital du club.

Source: fr.besoccer.com

LA RED BULL RB20 A PROVOQUÉ UN EFFET "WOW" CHEZ MCLAREN

Le directeur de McLaren, Andrea Stella, reconnaît avoir été impressionné par l'ampleur des changements faits par Red Bull sur la RB20

Après avoir expliqué durant une partie de l'hiver que la RB20 serait une simple évolution de la RB19, Red Bull a dévoilé un concept globalement retravaillé pour 2024. L'impression laissée par la monoplace de l'écurie autrichienne est pour le moment très bonne lors des essais hivernaux, et d'aucuns voient la domination quasiment sans partage de l'écurie se poursuivre sur ces nouvelles bases. D'autant plus que la majorité des concurrents ont surtout cherché à se rapprocher du design de la F1 de 2023 au cours de l'hiver. Andrea Stella, qui est à la tête de McLaren, a en tout cas jugé que l'approche adoptée par Red Bull avait été "courageuse", reconnaissant avoir été impressionné lorsqu'il a observé la RB20 pour la première fois.

"Je dois dire que lorsque j'ai vu la voiture, je me suis dit : 'Wow, ils ont vraiment été courageux en changeant certaines des formes qui ont fait le succès de la voiture l'année dernière'", a déclaré Stella. "Je pense qu'ils ont joui d'un tel avantage l'année dernière que cela leur a donné confiance, d'un point de vue chronologique, pour prendre des risques, parce que vous pouvez

prendre ces risques dès le début pour voir si cela fonctionne."

"Ce que je dirais, cependant, c'est que bien qu'il y ait de l'innovation, que nous pouvons voir de manière macroscopique, comme je l'ai déjà dit, dans ces règles, beaucoup de choses se jouent sur des millimètres. Et beaucoup de choses se passent dans le travail que nous ne voyons pas entre le dessous de la voiture et le sol. C'est pourquoi quand je dis que c'est ce que nous pouvons effectivement voir qui est le plus remarqué, ce n'est pas nécessairement ce qui a le plus d'impact en termes de progrès réalisés."

Auparavant, les dirigeants de McLaren avaient laissé entendre qu'ils craignaient que Red Bull sorte du chapeau quelque chose d'inattendu, après avoir pu se concentrer très tôt sur sa F1 2024 au vu des performances affichées par la RB19. Stella estime que ces craintes se sont, dans les faits, matérialisées.

"Je dirais qu'il y a deux éléments", déclaré l'Italien. "Tout d'abord, au niveau du design, il y a un élément d'évolution significatif sur cette voiture qui a certainement demandé du temps pour être développé. Je pense que c'est le temps auquel nous avons fait référence, Zak [Brown, le



PDG de McLaren Racing] et moi-même, en disant que Red Bull n'avait, l'année dernière, pas développé de pièces qui ont été introduites sur la voiture 2023."

"Le deuxième élément est la performance elle-même. Il semble qu'ils soient très forts. On dirait donc que ce qu'ils voulaient accomplir du point de vue conceptuel a également apporté ce qui semble être principalement de la performance aérodynamique."

Source: fr.motorsport.com

HAMILTON SALUE UNE MERCEDES "BIEN PLUS AGRÉABLE À PILOTER"

Auteur du troisième temps du jour à Bahreïn, Lewis Hamilton s'est réjoui de la bonne base de travail que constitue la Mercedes W15, qu'il juge bien plus «agréable à piloter» que sa devancière.

Après une journée discrète ce mercredi pour entamer les essais hivernaux de Bahreïn, Mercedes est un peu plus sorti du bois ce jeudi. Lewis Hamilton avait les huit heures pour lui tout seul, ce qui lui a à la fois permis d'engranger les tours (123 au compteur, après les 121 de George Russell) et puis de profiter de relais qualifs pour explorer le rythme de la W15 sur l'exercice du tour lancé, chose qui n'était pas au programme de son équipier la veille.

Chaussé de pneus C3, c'est-à-dire les gommages qui seront les «tendres» du Grand Prix de Bahreïn la semaine prochaine, le septuple Champion du monde a signé le troisième temps à 1,1

seconde de la Ferrari de Carlos Sainz (chaussé de pneus C4) et à 0»4 de la Red Bull de Sergio Pérez (avec des C3 également). Même si le rythme n'a pas de quoi impressionner outre mesure au vu de ce que montre Red Bull sur ce composé, le comportement sur le tour lancé de la Mercedes a été plutôt intéressant, avec une monoplace stable bien que globalement sous-vireuse.



La sensation d'une voiture imprévisible semble avoir été gommée, et les premiers mots de Hamilton au sortir du cockpit le reflètent : «La journée a été productive. Nous avons beaucoup appris sur la W15, que ce soit lors de nos longs runs ou lors du travail sur les tours lancés.»

«Nous avons clairement amélioré les choses avec la voiture de cette année et elle est bien plus agréable à piloter. Un

grand merci à tout le monde à Brackley et Brixworth pour les efforts qu'ils ont déployés pour y parvenir au cours de l'année écoulée. Je leur suis vraiment reconnaissant pour tout le travail accompli.» Nous avons encore des progrès à faire, bien sûr. Mais c'est une bonne base sur laquelle nous pouvons construire.

Toutefois, pas de triomphalisme. La base est bonne mais il reste à progresser à partir de celle-ci : «Nous avons encore des progrès à faire, bien sûr. Mais c'est une bonne base sur laquelle nous pouvons construire. Nous allons rester concentrés et continuer à travailler pour trouver des améliorations, à la fois pendant le reste du test et jusqu'à la semaine prochaine. J'ai hâte de remonter dans la voiture demain matin et de continuer à apprendre.»

Ce vendredi, la journée sera divisée en deux chez Mercedes avec Hamilton au volant en matinée et Russell qui conclura le roulage l'après-midi.

Source: fr.motorsport.com

PÉREZ TENTE DE RÉGLER LA RED BULL RB20 À SON GOÛT

Sergio Pérez a passé la journée complète au volant de la RB20 et a pu plancher sur des réglages lui permettant de se sentir plus à l'aise.

Les pilotes Red Bull devaient initialement se partager le roulage à bord de la RB20 ce jeudi à Bahreïn, mais le problème de vibreur qui a écourté la séance matinale en a décidé autrement. L'écurie a aussitôt réagi en permettant à Sergio Pérez de rester toute la journée en piste, offrant ainsi 129 tours au Mexicain après les 143 bouclés la veille par Max Verstappen. Au volant d'une monoplace qu'il espère davantage à sa main que celle de l'an passé, Sergio Pérez a donc travaillé sur les réglages et pourra s'inscrire dans la continuité en roulant également vendredi matin. Son triple Champion du monde de coéquipier bouclera le travail l'après-midi.



Évoquant une «nouvelle journée solide sur le plan du kilométrage», le responsable de l'ingénierie GianPiero Lambiase confirme un programme consistant qui a été bouclé sans heurt, malgré des petits soucis de freins en tout début de journée puis un souci en piste rapidement résolu un peu plus tard.

«Le drapeau rouge ce matin nous a conduits à changer le planning des pilotes que l'on avait prévu», précise-t-il. «Sans ça, les premières impressions de Checo avec la RB20 auraient été injustement limitées.» «On accumule beaucoup de kilomètres, à un bon rythme, ce qui est positif pour la fiabilité et la validation des systèmes. Au-delà de ça, Checo a pu continuer à faire évoluer le setup à son goût, après être parti de la base de Max du premier jour. On a beaucoup de choses à analyser ce soir, avant une dernière journée d'essais importante.» Et pour le vice-Champion du monde, il ne fait déjà aucun doute que la dernière-née de Milton Keynes constitue «un pas en avant pour l'équipe».

«On est allés dans la bonne direction», ajoute-t-il. «C'est un circuit compliqué ici pour le setup entre le matin et l'après-midi, et pour comprendre les différents réglages, car la piste change à chaque sortie, donc il faut énormément se baser sur le feeling.»

«J'ai travaillé durant l'hiver sur la compréhension de la saison dernière d'un point de vue personnel, afin de commencer la saison sur une pente ascendante. On apprend toujours et on veut toujours s'améliorer, et ça n'a pas changé en ce qui me concerne pour 2024.» Avec les pneus C3, Sergio Pérez a signé le deuxième chrono de la journée de jeudi, à sept dixièmes d'un Carlos Sainz dont la Ferrari était chaussée de pneus C4 plus tendres.

Source: fr.motorsport.com

Premier League

Qui de Chelsea ou de Liverpool remportera la finale?

A l'occasion de voir la grande finale de Coupe EFL entre Chelsea et Liverpool, un événement qui fera la joie de tous les supporters. Le coup d'envoi de ce match, qui se déroulera à Wembley (Londres) sera donné le dimanche 25 février 2024 à 19h. Les deux équipes se sont déjà rencontrées 190 fois depuis 1907, le dernier match entre les deux formations a été remporté par Liverpool le mercredi 31 janvier 2024 (Championnat d'Angleterre - 22e journée : 4-1).

Chelsea prépare son effectif pour cette épreuve après avoir décroché un nul face à Manchester City en Premier League qui s'est terminé sur le score de 1-1.

Lors de la rencontre précédente, Chelsea avait enregistré un taux de possession de balle de 29% et 9 tentatives de tir au but dont 6 cadrés. Raheem Sterling (42') a été le buteur pour Chelsea. En face, Manchester City, a eu 32 tirs au but dont 5 cadrés. Rodri (83') a inscrit un but pour Manchester City.

Lors des derniers matchs, Chelsea n'a pas souvent gardé sa cage inviolée. En réalité, on s'aperçoit que Chelsea a encaissé lors de 5

de ses 6 matchs précédents, laissant filer 11 buts au passage. Attendons de découvrir si cette tendance va effectivement continuer lors de cette rencontre.

Liverpool se prépare à jouer ce duel suite à sa victoire contre Luton Town sur le score de 4-1 en Premier League lors de sa dernière rencontre.

Lors de la rencontre précédente, Liverpool affichait un taux de possession de balle de 61% et 29 tentatives de tir au but dont 13 cadrés. Du côté de Liverpool, les joueurs ayant réussi à envoyer le ballon au fond des filets sont Virgil van Dijk (56'), Cody Gakpo (58'), Luis Díaz (71') et Harvey Elliott (90'). Dans le camp adverse, Luton Town, a obtenu 12 tirs au but dont 3 cadrés. Chidozie Ogbene (12') a marqué pour Luton Town. Au cours de ses 6 dernières confrontations, Liverpool a marqué 21 buts en tout. Liverpool a également ajouté des buts à son compteur à chacune de ces occasions. Au cours de ces affrontements, la défense a en outre laissé filer 9 buts.

On a l'habitude de voir des partages entre ces deux clubs. Au cours des duels qu'ils ont disputés depuis 27/02/2022, les supporters ont assisté à 5 partages. Cela veut dire que 83% des matchs ont fini sur un nul, un taux très élevé.

En tout et pour tout, ces adversaires ont réussi à inscrire 7 buts lors de ces duels, répartis comme suit : 2 en faveur de Chelsea et 5 pour le compte de Liverpool. Cela nous donne une moyenne de 1.17 buts par match. En championnat, le dernier

duel entre ces deux clubs a eu lieu lors de la 22ème journée de Premier League le 31/01/2024. Les deux équipes se sont quittées sur le score de Liverpool 4-1 Chelsea.

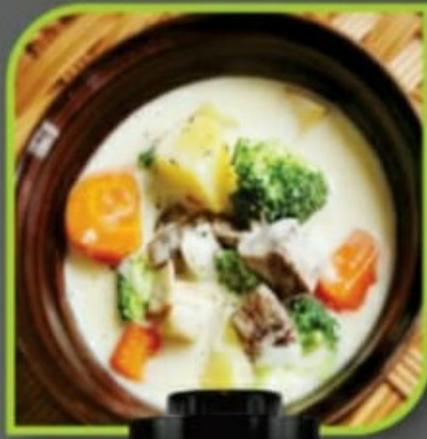
Lors de ce duel, Liverpool avait enregistré un taux de possession de balle de 51% et 28 tentatives de tir au but avec 13 cadrés. Les buteurs sont Diogo Jota (23'), Conor Bradley (39'), Dominik Szoboszlai (65') et Luis Díaz (79'). De l'autre côté, Chelsea avait enregistré 4 tentatives de tir au but avec 3 cadrés. Christopher Nkunku (71') a marqué.

Le coach de Chelsea, Mauricio Pochettino, ne pourra pas compter sur Thiago Silva, Lesley Ugochukwu, Roméo Lavia, Carney Chukwemeka, Wesley Fofana, Benoît Badiashile, Reece James et Marc Cucurella.

Le manager de Liverpool, Jürgen Klopp, n'a que très peu d'options dans son noyau. Diogo Jota, Alisson, Stefan Bajcetic, Thiago, Rhys Williams, Curtis Jones, Ben Doak, Dominik Szoboszlai, Trent Alexander-Arnold et Joel Matip ne figureront pas sur la feuille de match.



BioMix



New Generation Cooking,
Hot & Cold Functions,
Stewing, Braising,
Steaming, Blending
Dry & Wet Grinding,
Smoothie, Porridge,
Hot Soup, Ice Crushing
and many more.

300°C

Resistance to cold
and heat shock

Five Layers
Composite Cup

Health
Thickened
Borosilicate
Glass



1250ML
Hot Drink



1500ML
Cold Drink

- 1 Trace element layer
- 2 Antioxidant ion layer
- 3 Nanoglobulin layer
- 4 Water molecule activated layer
- 5 Harden tempered layer



Represented by

MULTI HOUSEWARE Co. Ltd

1st Floor - Madeleine House 54, SSR street, Port-Louis.

Tel: 216 0602 / 5 922 3392 / 5 784 4488